

DREAL/UD69/CR
DDPP/SPE-IG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-172,
portant autorisation environnementale de l'exploitation d'une usine de liants,
par la société LP2R, située au 26, Rue Ampère à Pusignan**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et ses titres 1^{er} et 3 du livre V ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 24 juillet 2009 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Est Lyonnais ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020, portant approbation du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par le conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 24 novembre 2022 portant approbation de la révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan local d'urbanisme de la commune de Pusignan ;

VU la demande du 30 octobre 2024, présentée par LP2R dont le siège social est situé 4, Rue des Frères Lumière - 69 330 Pusignan, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une usine de liants, située au 26 rue Ampère - 69 330 Pusignan et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 24 février 2025 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU la décision d'examen au cas par cas dispensant le projet d'évaluation environnementale ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 4 février 2025 ;

VU la décision en date du 28 novembre 2024 de la présidente du tribunal administratif de Lyon, portant désignation de la commissaire-enquêtrice ;

VU la consultation du public par voie électronique organisée en application de l'article L. 181-10-1 du code de l'environnement qui s'est déroulée durant 3 mois du 3 février 2025 au 2 mai 2025 ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage et de publication de l'avis au public ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Villette d'Anthon par délibération du 19 décembre 2024 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Pusignan par délibération du 27 janvier 2025 ;

VU la décision du président de la communauté de communes de l'Est Lyonnais, en date du 14 février 2025 ;

VU l'absence de délibération, dans le délai imparti, des conseils municipaux des communes de Janneyrias et du conseil communautaire de la communauté de communes Lyon-Saint Exupéry en Dauphiné;

VU la synthèse des observations et propositions du public du 5 mai 2025 ;

VU le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice du 23 mai 2025 ;

VU le rapport et les propositions du 14 août 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier du 21 août 2025 communiquant le projet d'arrêté au pétitionnaire ;

VU la réponse du 29 août 2025 du pétitionnaire sur le projet d'arrêté;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LP2R, (SIREN 951 443 415), dont le siège social est situé à 4, Rue des Frères Lumière - 69 330 Pusignan, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Pusignan, au 26, Rue Ampère (SIRET 951 443 415 00017), les installations détaillées dans les articles suivants :

ARTICLE 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont localisées sur la commune de Pusignan, parcelles numéros 938 et 1015 en partie pour une superficie de 2 500 m². Le plan cadastral de l'emprise de l'installation est annexé au présent arrêté (annexe 1).

ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure ou égale à 500 t	Quantité totale de produits : - 418 tonnes de bitume pur - 352 tonnes d'émulsion de bitume Soit 770 tonnes de produits	A
1436	Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (Autorisation) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Mise en œuvre d'une cuve d'huile de fluxage d'une capacité de 50 m ³ , soit environ 41 tonnes (d=817 kg/m ³)	NC

Régime : A (autorisation), NC (Non Concerné).

ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

ARTICLE 1.4 CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celle-ci. La notification indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de service dans ce domaine.

L'exploitant transmet par la suite le mémoire de réhabilitation accompagné d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant de l'article L. 211-1, en tenant compte de l'usage futur. S'il y a lieu d'une dépollution des sols, l'exploitant fait attester la bonne réalisation des travaux de dépollution par une entreprise certifiée, conformément à l'article L. 512-6-1.

ARTICLE 1.5 IMPLANTATION

L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement.

ARTICLE 1.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.7 MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'exploitation, d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

TITRE 2 – PRESCRIPTION TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Dans l'objectif d'améliorer l'intégration paysagère de l'installation, des haies sont plantées le long de la route D302 en accord avec la commune de Pusignan et les différentes parties concernées.

ARTICLE 2.2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Toutes les dispositions sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation, de manière à limiter les émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période de travaux ou d'inactivité.

Aucun rejet atmosphérique canalisé n'est prévu.

Tout rejet non prévu au présent article ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

À la demande de l'inspection, des mesures de retombées de poussières devront être réalisées, notamment en cas de plainte ou d'impact avéré sur l'environnement.

ARTICLE 2.3 BRUIT ET VIBRATIONS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou sol-dienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau ci-après :

Période	Niveaux de bruit admissibles en limite de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		Bruit ambiant entre 35 et 45 dB (A)	Bruit ambiant supérieur à 45 dB (A)
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	70 dB (A)	6 dB (A)	5 dB (A)
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	60 dB (A)	4 dB (A)	3 dB (A)

Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées lors de la mise en route de l'installation puis annuellement par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées en trois points au moins : deux points en limite de propriété et un point au droit des premières habitations.

Ces mesures doivent être effectuées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2.4 ODEURS

Afin de limiter les émissions odorantes liées à l'activité, le stockage des produits bitumineux est réalisé dans des cuves étanches.

À la demande de l'inspection, des mesures olfactives devront être réalisées, notamment en cas de plainte.

ARTICLE 2.5 EAU

ARTICLE 2.5.1 Prélèvement et consommation d'eau

L'établissement est raccordé au réseau d'eau potable de la commune de Pusignan. La consommation annuelle d'eau potable est fixée à un maximum de 5000 m³ pour le procédé de fabrication et de 50 m³ pour les besoins sanitaires et du lavage des locaux. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Un dispositif afin d'utiliser une partie des eaux pluviales dans le process industriel et réduire la consommation d'eau potable est mis en place, dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, et portée à la connaissance de la commune.

ARTICLE 2.5.2 Traitements des effluents liquides

Les eaux vannes sont traitées conformément à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et à sa circulaire du 97-49 du 22 mai 1997.

Les eaux pluviales de toiture sont rejetées dans une tranchée drainante d'un volume de 7 m³. Les eaux pluviales provenant des voies d'accès internes et des aires étanche de stockage et de dépotage sont récupérées au sein d'une rétention enterrée d'une capacité de 100 m³. Ces eaux sont rejetées dans le réseau public après traitement par un séparateur d'hydrocarbure. Des vannes de sectionnement liées au dispositif de détection incendie permettent le confinement des eaux en cas de pollution.

Les eaux rejetées doivent, en aval du séparateur d'hydrocarbure, respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

- pH (NFT 90.008) 5,5 – 8,5 ;
- température inférieure à 30°C ;
- hydrocarbures totaux (NFT 90.114) : 5 mg/L ;
- matières en suspension (NFT 90.105) : 35 mg/L ;
- DCO : 125 mg/L ;
- DBO5 : 30 mg/L.

L'exploitant procède à une vérification annuelle du respect de ces valeurs.

ARTICLE 2.6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 2.6.1 Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, risque d'explosion, émanations de gaz toxiques, etc). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et, si nécessaire, rappelées à l'intérieur. L'interdiction de fumer

ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques d'incendie et d'atmosphère explosible.

ARTICLE 2.6.2 Conception des installations et voies de circulation

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

ARTICLE 2.6.3 Stockage et dispositifs de rétention

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition. Un étiquetage réglementaire des produits est assuré. Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Les cuves de bitume, d'émulsion et de liants sont implantées sur une aire étanche dont la capacité de rétention est de 430 m³.

Les cuves de PTO et d'acide chlorhydrique disposent d'une aire de rétention chacune respectivement de 27 m³ et 20 m³.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides.

Un contrôle d'étanchéité des rétentions est réalisé tous les 3 ans. Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

ARTICLE 2.6.4 Manipulations et transfert de produits

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules ainsi que les aires de manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides, sont étanches et reliées à des rétentions correctement dimensionnées.

Les opérations de transfert de produits à l'aide de tuyauteries souples démontables sont effectuées sous la surveillance constante d'une personne. En fin de dépotage, ces flexibles sont vidés par aspiration d'air. Les égouttures sont récupérées dans un bac prévu à cet effet.

ARTICLE 2.6.5 Dégagements de gaz

L'exploitant met toutes les dispositions nécessaires en place afin de limiter tout dégagement de gaz, notamment le sulfure d'hydrogène (H₂S), induit par le stockage de produits bitumineux. Celles-ci comprennent notamment la mise en place d'équipement de détecteur de H₂S pour les personnes chargées du dépotage.

Les événements des cuves et les émanations sont redirigées vers un traitement des odeurs par charbon actif avant rejet à l'atmosphère.

ARTICLE 2.6.6 Désenfumage

Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

ARTICLE 2.6.7 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

Afin de réduire le risque incendie ou d'explosion présent sur le site, des mesures préventives sont prises telles que :

- des installations électriques conformes aux normes en vigueur avec des contrôles annuels ;
- une autorisation pour tout travail par point chaud ;
- tous travaux de modification ou de maintenance dans, ou à proximité, des zones à risque inflammable, toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu ;
- un système de sécurité permettant un arrêt du dispositif de chauffe du bitume ;
- un capteur de pression des événements des cuves ;
- le stockage enterré de la cuve de l'huile de fluxage.

ARTICLE 2.7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 2.7.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise. Tous les déchets industriels spéciaux, générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

ARTICLE 2.7.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, etc doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation. Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Nature des déchets	Code des déchets
Déchets non dangereux	Fluide caloporteur	13 03 07
	Mélange bitumineux	05 01 17
		16 03 06
	Additif à base de soufre	06 06 99
	Polymères	07 02 99
Déchets dangereux	Mélange fonds de cuve d'émulsion ou de bitume	16 07 06
	Hydrocarbure issu du séparateur	13 05 01
		13 05 02
		13 05 06
	Emulsifiants	07 06 08
	Savon et eau de lavage	07 06 01
	Emulsion de bitume de mauvaise qualité	16 03 06

	Produits chimiques organiques classés dangereux	16 05 07
	Acide chlorhydrique	06 01 02
	Acide phosphorique	06 01 04

ARTICLE 2.7.3 Limitation du stockage sur site

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols) ;
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution. A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées.
- Les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve :

- qu'il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- que les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

ARTICLE 2.7.4 Élimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

TITRE 3 – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 3.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 3.2: DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société LP2R - 4, Rue des Frères Lumière - 69 330 PUSIGNAN) à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 3.3 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pusignan et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Pusignan pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Pusignan fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Pusignan, Villette d'Anthon et Janneyrias et au conseil communautaire de la communauté de communes de l'Est lyonnais et à la communauté de communes LyonSaint-Exupéry en Dauphiné, consultés en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.4 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Pusignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, dont une copie sera adressée :

- aux conseils municipaux des communes de Pusignan, Villette d'Anthon et Janneyrias ;
- aux conseils communautaires de la communauté de communes de l'Est lyonnais et à la communauté de communes Lyon-Saint Exupéry en Dauphiné ;